

OPINION'EYE

BY "opinionway



PAR FRÉDÉRIC MICHEAU,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
ADJOINT,
DIRECTEUR DES ÉTUDES
D'OPINION

LA SÉQUENCE DES ÉMEUTES A AMPLIFIÉ LA CRISE DÉMOCRATIQUE

Même s'il faut se méfier des effets de verdict trop hâtif et de la forme même de l'enquête d'opinion qui peut inciter à porter des jugements sévères, toutes les données des sondages publiés récemment à propos des émeutes consécutives à la mort de Nahel M. à Nanterre convergent pour indiquer une aggravation de la crise démocratique que la France traverse depuis plusieurs décennies.

Parmi les symptômes qui se sont exacerbés, c'est d'abord le discrédit de la parole publique qui apparaît à nouveau de façon éclatante. L'opinion est unanime : toutes les prises de positions des principales personnalités politiques au sujet des émeutes font l'objet d'une désapprobation majoritaire. Personne, quel que soit son camp politique, n'a su trouver les mots. Ni la majorité, ni les oppositions n'ont su formuler une analyse pertinente de la crise.

C'est ensuite l'incapacité des pouvoirs publics à agir et à obtenir des résultats qui est mise en lumière de façon crue. La forme des émeutes de 2023, parfaitement identique à celle de novembre 2005 (même étincelle, même embrasement), provoque une désastreuse impression d'immobilisme. Près de 20 ans se sont écoulés et la situation des banlieues, loin d'être réglée, a empiré. Ce bégaïement tragique symbolise l'impotence du pouvoir politique.

PRECEDENTS NUMEROS

[Numéro 26](#)

[Numéro 25](#)

[Tous les numéros](#)

A cette perception de l'impuissance de la puissance publique s'ajoute l'incapacité à prendre en charge les problèmes des Français et à y apporter des réponses satisfaisantes. C'est la créativité programmatique même de la classe politique qui est mise en cause. Aux yeux des citoyens, aucun des acteurs du monde politique ne semble aujourd'hui en mesure d'inventer des solutions capables de résoudre les problèmes considérables qui se posent au pays.

Trois chiffres résument le bilan tiré par les Français[1]. Au cours des émeutes, qui a "eu les mots les plus justes" ? Personne (47%). Qui a "fait preuve d'un esprit de responsabilité" ? Encore personne (49%). Qui a "proposé les meilleures solutions pour éviter que cela ne se reproduise" ? Toujours personne (54%). Triple crise donc de la parole publique, de l'action gouvernementale et de l'innovation politique.

Dans ce champ de ruines que contemplant les Français, aucun acteur ne parvient à s'extraire des décombres. A gauche, les personnalités et les formations politiques paraissent soit inexistantes, soit en décalage profond avec l'opinion. Les critiques des forces de l'ordre ne portent pas : la police recueille un taux de confiance de 73%, en hausse de 4 points depuis février 2023. Les propos de Jean-Luc Mélenchon et de Sandrine Rousseau ont ainsi été désapprouvés par plus de trois quarts des Français[2]. Leurs sympathisants, et même leurs électeurs, ne leur apportent qu'un soutien mitigé.

A droite, la situation n'est pas plus flamboyante. Les Républicains n'ont pas su tirer profit de l'attention positive qu'ils avaient créée il y a quelques semaines avec leurs propositions concernant l'immigration. Leur président, Éric Ciotti, qui travaille pourtant les sujets de sécurité depuis des années, n'est pas parvenu à faire valoir son expertise. Leur candidat présomptif pour l'élection présidentielle, Laurent Wauquiez applique son étrange stratégie d'invisibilité médiatique au risque d'être incompris, voire oublié, par ses électeurs.

Pour une large majorité de la population, l'exécutif a mal géré la séquence des émeutes (69%). Le ministre de l'Intérieur est un peu moins mal noté par l'opinion. Mais le jugement à son égard demeure négatif, comme ceux qui concernent le Président, la Première ministre et le garde des Sceaux.

La période des 100 jours, annoncée par Emmanuel Macron pour apaiser la France à l'issue du conflit de la réforme des retraites, s'achève sur un constat d'échec patent : plus qu'aux trois mois inaugurant le New Deal de Franklin D. Roosevelt pour solder la crise économique de 1929, on songe aux Cent jours qui ont suivi le vol de l'Aigle de retour de l'île d'Elbe.

En caressant inlassablement l'hypothèse d'un remaniement qui, avec ou sans changement de Premier ministre, ne provoque jamais de sursaut dans l'opinion publique, l'Élysée semble ne pas prendre la mesure des événements. Un changement de locataire à Matignon ne changerait pas les paramètres de l'équation politique que doit résoudre le président : l'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Enfin, seul le Rassemblement national sort renforcé de la période. La répartition des rôles entre la triple candidate à l'élection présidentielle et le président du parti ont été efficaces. La rareté et la sobriété médiatique de la première conjugue à l'activisme offensif du second ont permis au RN de se démarquer des autres acteurs politiques.

L'actualité, qui a semblé valider leurs prévisions chaotiques, les crédite d'une forme de clairvoyance. Alors que la fermeté est attendue par une majorité de Français pour résoudre les problèmes que connaissent les banlieues (59%, contre 25% pour le dialogue), les solutions qu'ils prônent rencontrent un écho.

[1] Sondage OpinionWay pour Le Parisien (échantillon de 1011 personnes, 5-6 juillet 2023).

[2] Sondage OpinionWay pour CNews (échantillon de 1005 personnes, 3-4 juillet 2023).

Marine Le Pen est identifiée comme la personnalité en laquelle les Français ont le plus confiance pour trouver des solutions permettant de régler la situation actuelle (27%), devant Jordan Bardella (22%) et le chef de l'Etat (20%). Ses positions sont le plus approuvées (41%). Comme lors de présidentielle de 2022, elle bénéficie toujours d'un effet de contraste avec la surenchère radicale d'Éric Zemmour, qui lui a permis d'affirmer dans l'opinion son sens de la mesure et des responsabilités, donc sa présidentialité.

Le RN n'échappe pas pour autant au mouvement de défiance global qui emporte l'ensemble des acteurs de l'échiquier politique. Pour l'opinion publique, il n'existe ni bénéficiaire, ni vainqueur de cette crise. Personne n'incarne une alternative crédible au pouvoir. Personne n'est porteur d'un réel espoir.

Face à la gravité de cette situation, l'appel à l'union nationale, réflexe profond de notre culture politique, resurgit. Deux tiers des Français (65%) se disent favorables à la formation d'un gouvernement réunissant tous les partis politiques pour régler les problèmes que connaissent les banlieues. Serait-ce suffisant pour commencer à combler le fossé qui vient encore de se creuser entre le personnel politique et les citoyens ?

Frédéric Micheau
Directeur général adjoint
Directeur des études d'opinion
fmicheau@opinion-way.com
“opinionway”



Dernier ouvrage paru :
**Le sacre de l'opinion :
une histoire de la présidentielle
et des sondages.**
Editions du Cerf, 2022, 306 p.

A PROPOS DU GROUPE OPINIONWAY

Créé en mars 2000, pionnier de la digitalisation des études, OpinionWay innove dans les études Marketing et d'Opinion et développe l'agilité dans les modes d'approches (panels en ligne, communautés digitales, hybridation des données et Social Media Intelligence).

Né en France et capable d'intervenir sur les cinq continents, OpinionWay a des implantations au Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), en Europe de l'Est (Pologne) et en Afrique Subsaharienne (Côte d'Ivoire). Le Groupe intervient dans la compréhension des publics, des marchés, des marques ; dans la recherche de produits et de services, pour des clients se développant en France comme à l'international auprès de cibles BtoB et BtoC.

OpinionWay est membre actif d'Esomar, certifié depuis 2009 ISO 20252 par l'AFNOR et membre de CroissancePlus.

“opinionway